LIÈGE : L'EXPERTISE DES COMMISSIONS DE RÉNOVATION URBAINE

2017 : Liège lance une fois de plus un mouvement de son projet de ville. Ainsi, une grande campagne de consultation citoyenne vient d'être lancée sous le thème « Réinventons Liège ». Liège renforce donc aujourd'hui sa qualité de grande ville à l'écoute du citoyen. Et elle n'en est pas à son premier coup d'essai. Prenons pour exemple la rénovation urbaine, aujourd'hui pérennisée depuis 1996 grâce à des commissions qui donnent à la participation citoyenne son plein essor.

Avec le programme « Réinventons Liège », tous les Liégeois sont donc invités à proposer des projets pour leur ville, mais aussi à voter pour les idées qui leur semblent les plus originales parmi celles proposées. Et ce, via des ateliers citoyens et des rencontres inspirantes autour de six thématiques. Cela va du numérique au participatif le plus pur, comme la possibilité de mettre en place un budget participatif, par exemple, en passant par l'inclusif et la transition énergétique. Un processus participatif qui permet également aux citoyens de commenter et partager leurs idées sur les réseaux sociaux.

Liège est donc aujourd'hui de plus en plus à l'écoute du citoyen. Prenons pour exemple, parmi beaucoup d'autres projets mis en place à Liège, la rénovation urbaine qui fonctionne depuis 1996 grâce à des commissions qui sont composées de divers représentants communaux et d'habitants du quartier, désignés par le conseil communal parmi les propriétaires et locataires. Elles ont pour mission d'étudier les options d'aménagement envisagées, d'organiser des activités d'information, d'animation et de concertation et de réfléchir aux problèmes humains et sociaux.

Ainsi, par exemple, le quartier Sainte-Marguerite, situé sur la rive gauche de la Meuse, à l'ouest du quartier administratif du centre, a vu fleurir de nombreux projets soutenus par les habitants. Une deuxième phase de projets y est d'ailleurs actuellement en chantier.

Sylviane Kech, Conseillère en rénovation urbaine :

« Il serait dommage que les citoyens initient des projets en marge des autorités publiques »

Madame Kech, en quoi consistent vos missions au sein de l'administration liégeoise ?

Je suis géographe et conseillère en rénovation urbaine à la ville de Liège, dans le quartier Sainte-Marguerite, depuis treize ans. Mon travail au quotidien consiste en la mise en œuvre d'un projet de quartier, élaboré en concertation avec les habitants et approuvé par le conseil communal et la Région wallonne. Ce travail est un montage de projet, principalement dans le domaine du logement, mais aussi dans celui des espaces publics, de la mobilité et de tout ce qui concerne la cohésion sociale au sens large. À côté de cela, il existe un travail de concertation avec les habitants et de retour d'information sur l'avancée du projet. Nous en sommes déjà au deuxième projet, le premier ayant été approuvé en 2000 et ayant pris une quinzaine d'années. Il existe d'autres projets de rénovation urbaine, notamment dans le centre-ville, dans le quartier Saint-Léonard, à Amercœur, aux Guillemins… Mes collègues se chargent des autres quartiers.

Pouvez-vous nous expliquer comment ces projets ont vu le jour ? Ils sont nés, je crois, du programme wallon « Quartiers d'initiative »… Quelle en a été la philosophie ?

Tout a commencé au quartier Sainte-Marguerite au début des années '90. Ce quartier a traversé une période difficile, ayant vu les habitants de la classe moyenne le déserter et le déclin du commerce. Les habitants restés dans ce quartier ont voulu attirer l'attention en le redynamisant. Parallèlement à cela, la Région avait lancé une nouvelle politique appelée « Quartiers d'initiative » comprenant des opérations de rénovation urbaine. Suite à cela, Liège a choisi deux quartiers, Saint-Léonard et Sainte-Marguerite, pour mettre à profit cette initiative. Le

but était de développer un projet de quartier qui soit à la fois matériel, qui concerne le bâti et les espaces publics, et social, avec une composante liée à l'activité économique, au commerce et à l'emploi. Tout cela a été mis en place en 1996 par la création, notamment, d'une commission de rénovation urbaine, organe de consultation et de concertation constitué d'un panel assez large et représentatif des habitants du quartier, sélectionnés selon des critères bien établis, mais aussi de conseillers communaux, d'échevins, de membres de l'administration communale et régionale, de représentants d'associations sportives, culturelles…

Comment avez-vous pu y choisir les projets à développer ?
Quand ont commencé les travaux de la commission, nous avons lancé une étude pour définir un nouveau projet de quartier. Une fois que le projet a été choisi, il ne restait plus qu'à la ville de mettre tout cela en route. Certains outils ont été mis en place, notamment un journal de quartier, qui existe toujours aujourd'hui. Nous avons également mis en place une régie de quartier, pour la redynamisation économique des habitants. En 2015, nous nous sommes rendu compte que ce projet, débuté en 2000, avait atteint ses limites. Pourtant, bien des choses se sont passées durant cette période, la ville a évolué… Et elle a décidé de redéfinir un nouveau projet en fonction des nouvelles données. Et nous voici repartis avec un projet fixé sur la période 2016-2030.

Si je vous comprends bien, la ville a profité de cette opportunité pour associer les habitants à la redynamisation des quartiers ?
La ville s'est en effet rendu compte qu'il fallait agir, mais qu'il fallait agir ensemble avec les habitants des quartiers. En effet, si vous rénovez une place, encore faut-il que les gens puissent se l'approprier. Il est donc utile que les citoyens se rendent compte que les pouvoirs publics sont présents pour débloquer les fonds en vue de la rénovation, mais il est indispensable qu'ils se retrouvent dans des espaces qu'ils ont pu définir eux-mêmes. Par exemple, dans le quartier Sainte-Marguerite, ils ont insisté pour avoir des potagers communautaires, dont ils profitent largement.

Vous qui êtes constamment en contact avec les citoyens, qu'en tirez-vous comme enseignement ?
Tout d'abord, c'est une richesse de pouvoir être en contact avec eux. Cela complique parfois certains procédés, mais pas tant que cela finalement. Je dirais même que cela désamorce certains problèmes. En commission de rénovation urbaine, dès que nous recevons une autorisation ou tout autre élément nouveau, nous en informons les citoyens qui peuvent alors commenter cette annonce et attirer notre attention sur un point particulier. Ils connaissent finalement mieux que nous leur terrain et cela permet généralement d'améliorer les projets.

Comment les gens réagissent-ils face aux autorités publiques ?
Je crois que les gens sont contents de pouvoir s'exprimer. Ils sont d'abord dans une phase négative car ils ressentent d'abord le besoin de faire connaître ce qui leur déplaît. Mais, quand les sujets qui fâchent ont pu être évacués, ils passent à des choses plus constructives et le tout devient très intéressant.

Vous me disiez que la communication avait beaucoup d'importance… Mais sans doute faut-il aussi leur expliquer quelle est la réalité de la commune ? Les expropriations, la longueur des procédures en ce qui concerne les marchés publics…
Il est vrai qu'un projet de rénovation urbaine prend du temps et que les gens ne connaissent ni la longueur des procédures, ni la complication ou la lourdeur de celles-ci. Il est donc important de les en informer. C'est d'ailleurs pour cette raison que le journal est bien utile et ma newsletter, qui paraît tous les deux mois, les tient informés au fil de l'évolution du projet. Ce sont des choses que l'on apprend sur le terrain. S'il est vrai que l'on doit parfois affronter la mauvaise humeur de certains, d'une manière générale, les choses se passent bien. L'essentiel est de rester humble avec eux.

Comment faites-vous pour répercuter auprès du collège les informations que vous récoltez sur le terrain ?
Il existe différentes manières de le faire. L'une d'elles a consisté à lancer le nouveau projet de quartier, sur lequel les citoyens avaient attiré mon attention au sujet de la problématique de la mobilité. Par ailleurs, il y a la commission de rénovation urbaine dans laquelle le politique est présent. Les habitants peuvent également demander d'ajouter des points à l'ordre du jour de la commission. De plus, nous avons des réunions régulièrement avec l'échevin dont je dépends et mon directeur.

Pensez-vous que Liège est sur la bonne voie en matière de démocratie participative ?
Oui. Il y a quelques années, Liège a voulu, via les organes de participation, insuffler un vent de renouveau au sein des quartiers et aussi réformer les services de proximité. La ville a voulu mieux coordonner tous les services, ce qui démontre la volonté d'être au plus près des citoyens. D'un côté, vous avez les grands projets qui sont très importants pour la ville, mais, d'un autre côté, vous avez la vie des quartiers qui continue et que l'on n'oublie pas. Il y a encore des choses à améliorer mais les outils, tels que la commission de rénovation urbaine et les services de proximité, sont bons. D'autant plus que cela répond à une demande très forte de la part des citoyens.

Vous êtes donc convaincue que l'avenir de la démocratie passe par la participation citoyenne…
Il faut se rendre à l'évidence. Nous n'avons pas d'autre choix. Les gens veulent donner leur avis, ils veulent participer. En fait, je ne pense même pas qu'il s'agisse d'un choix. Il serait dommage que les citoyens initient des projets en marge des autorités publiques. En effet, il ressort énormément d'éléments positifs de cette collaboration : des idées nouvelles, des partenariats, des investisseurs parfois, des énergies inédites. Il ne faut surtout pas avoir peur de la participation citoyenne. Cela génère sans doute un peu plus de complexité dans les projets mais c'est réellement positif. Il faut aller sur le terrain, être à l'écoute des gens, discuter avec eux… Ils connaissent beaucoup de choses, ils peuvent aider et faire en sorte que les projets fonctionnent mieux, soient plus pertinents. De plus, les gens sont demandeurs de donner leur avis sur des projets qui seront, de fait, mieux intégrés.